

Anne Dulphy, Christine Manigand, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, coll. « L'Histoire au présent », 2006, 292 p.

Jean-Michel Guieu

Rédigé au lendemain du référendum négatif du 29 mai 2005 et publié significativement dans une collection universitaire baptisée « L'Histoire au présent », l'ouvrage d'Anne Dulphy et Christine Manigand constitue par bien des aspects un essai d'histoire immédiate, visant à éclairer par la perspective historique le rejet français du projet de traité constitutionnel européen. De ce point de vue, les auteurs affirment d'emblée que le « non français » ne constitue nullement une « rupture sans précédent » (p. 2) de l'aventure européenne de la France, cette dernière ayant déjà manifesté par le passé une certaine volonté de blocage de la construction européenne, qu'il s'agisse de l'échec de la CED en 1954, de la « politique de la chaise vide » du général de Gaulle en 1965 ou encore de la courte victoire du « oui » lors du référendum sur le traité Maastricht en 1992. Le refus de 2005 n'est pas donc pas « dénué de logique historique » (p. 84) et les résultats n'ont donc pas « constitué une surprise » (p. 85)...

Cherchant donc à « inscrire la spécificité nationale en matière européenne dans une continuité historique » (p. 6), les auteurs se proposent d'éclaircir les rapports complexes noués entre la France, les Français et l'Europe depuis les débuts du processus communautaire, tout en s'attardant longuement sur les aspects les plus contemporains de la politique européenne de la France, s'appuyant sur les nombreux travaux de juristes, politistes ou analystes politiques qui sont parus en abondance dans le contexte du référendum de 2005. Ces ouvrages sont souvent substantiellement cités au fil du récit, ainsi qu'un grand nombre de déclarations officielles et de documents institutionnels auxquels les auteurs ont eu recours en complément des principaux travaux d'historiens français de la construction européenne.

Déplorant l'absence de « synthèse historique rendant compte de manière globale de l'approche française de la construction européenne », les deux auteurs cherchent ici à renouveler une historiographie traditionnelle cantonnée aux élites et font ainsi une très large place aux opinions publiques, en mobilisant abondamment tout au long de l'ouvrage les sondages et « eurobaromètres » disponibles, selon une approche dont elles ont de longue date cherché à montrer l'intérêt pour les historiens de la construction européenne (cf. par exemple : Anne Dulphy et Christine Manigand (dir.), *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire : entre cultures nationales et horizon européen*, Berne, Peter Lang, 2004, 228 p.).

L'ouvrage s'ouvre par une présentation des principales personnalités françaises (militants et acteurs de l'europhisme) et des forces politiques qui ont le plus œuvré en faveur de la construction européenne. Les artisans français de l'Europe unie sont présentés selon un découpage schématique en trois grandes séquences

chronologiques, les années 1920 (« les pionniers »), les années 1950 (« les fondateurs »), et les années 1980 (« les héritiers »). L'analyse se poursuit par l'étude des principaux partis français « à culture politique européenne » (les radicaux, les démocrates-chrétiens et les libéraux), avant de s'intéresser dans un second chapitre aux autres courants politiques au sein desquels la construction européenne a suscité historiquement une attitude plus complexe, voire hostile : il en va ainsi des socialistes divisés sur la question européenne, des gaullistes qui ont été contraints de s'adapter à l'Europe à partir des années 1980, sans mentionner les courants plutôt critiques voire franchement opposés au processus communautaire (communistes et gauchistes, souverainistes de gauche et de droite, extrême droite). Quant à l'opinion publique française qui fait l'objet plus précisément d'un troisième chapitre, les deux auteurs montrent son « désenchantement » européen depuis le début des années 1990 mettant un terme à quatre décennies de « consensus permissif ». L'évolution de l'opinion publique et la montée de l'euroscpticisme sont retracées dans le détail pour la période 1992-2005 grâce au recours à de très nombreuses enquêtes d'opinion, qui montrent que le rejet français de 2005 trouve essentiellement sa réalité dans le basculement dans le camp du « non » des classes moyennes et d'une majorité de l'électorat de gauche.

La seconde partie de l'ouvrage s'attache à travers quatre chapitres thématiques (aspects institutionnels, économiques, politiques et question des élargissements) – un découpage intéressant mais qui amène certaines redites – à décrypter plus finement le rapport français à l'égard de la construction européenne. Les auteurs veulent y déceler « une problématique française spécifique », qui consiste « à servir les intérêts nationaux au travers de l'Europe » (p. 6), formule qu'une comparaison avec les autres expériences nationales tendrait néanmoins à relativiser quelque peu. L'ouvrage montre clairement combien l'aventure européenne est depuis ses débuts une ambition française et combien l'Europe unie d'aujourd'hui est un « héritage français ». Les chapitres 4 à 7 interrogent ainsi les différents moteurs de la construction européenne à l'aune de l'expérience française, s'employant à souligner les paradoxes et les contradictions de la politique européenne de la France. Celle-ci a ainsi cherché à retrouver dans l'espace européen un rôle perdu (chapitre 4) et l'Europe a incontestablement servi de « mystique de remplacement » aux faiblesses nationales, selon la formule de Jean-Baptiste Duroselle (p. 124). Mais cette ambition de puissance par l'Europe ne fut pas sans contradiction avec une construction européenne qui a tendu à faire disparaître certains attributs de la souveraineté nationale (« la France n'est plus un État souverain » indiquent les auteurs p. 156), entraînant en conséquence notre pays dans une « cyclothymie européenne » (Robert Frank) marquée par une alternance d'impulsions audacieuses et de « repli frileux » (p. 137). La contradiction est également frappante (chapitre 5), comme l'a souligné Pierre Grémion, entre une ouverture européenne libérale entamée depuis les années 1950 et un « modèle endogène de modernisation pilotée par la France » (p. 165). Il existe un réel paradoxe dans le domaine économique entre une intégration européenne qui a largement profité à la France, notamment en termes de modernisation, et une Union européenne qui est aujourd'hui perçue par les Français comme une menace pour leur modèle national.

De manière plus spécifique, le rapport de la France à la construction européenne a également consisté à instrumentaliser l'Europe au service de la puissance nationale

(chapitre 6) : on a voulu construire une « Europe-puissance » capable de peser dans les affaires du monde, au moyen d'un rééquilibrage des relations euro-atlantiques, tandis que nos partenaires européens acceptaient le leadership américain. Une dernière spécificité française semble consister dans l'attitude de notre pays à l'égard des élargissements successifs : les auteurs montrent ainsi que les Français – l'opinion publique étant sur ce terrain à l'unisson des élites politiques – ont fait généralement preuve d'une grande frilosité et ont « toujours figuré parmi les peuples dont la conception communautaire est la moins ouverte » (p. 260).

L'ouvrage présente donc au total un exposé assez dense et complet de la politique européenne de la France depuis les années 1950, même si la démonstration aurait certainement gagné à dépasser plus systématiquement la période de la construction communautaire proprement dite et à s'inscrire dans la perspective plus large du XX^e siècle, car bien des traits de la politique européenne de la France ont été esquissés avant 1945, qu'il s'agisse de la conception d'une construction européenne comme moyen de réconciliation avec l'Allemagne et comme garantie d'une paix durable, mais aussi de la perspective de peser face aux États-Unis d'Amérique, ou encore du projet d'Europe économiquement « organisée » - ou d'Europe « contractuelle » - mis en lumière par Eric Bussière et Michel Dumoulin.